



Taux actuels de **d'émaciation** : 16.3% **retard de croissance** : 38.2% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 33%

Source : Gouvernement soudanais (MICS, 2014)

## Bons résultats

- Soudan : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Soudan : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2018.
- Soudan : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.

## Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (1.7% des dépenses publiques en 2019) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Soudan : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (8.3% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Soudan : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques ni les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes. Cela accentue la vulnérabilité des femmes et des enfants à la faim et à la malnutrition.
- Soudan : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (The Five-Year Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Soudan : ce pays n'a pas encore adopté de stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Soudan : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 34 % des enfants en 2018.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (36.6% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Soudan : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Soudan : l'État n'offre pas de dispositifs de protection sociale.

## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	1.7%	2019	38e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	8.3%	2017	19e
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Moyen	2019	34e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2019	32e
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	67.3%	2014	23e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Très médiocre	2018	44e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Médiocre	2016	29e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2019	39e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2018	26e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	16e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	34%	2018	36e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	87%	2017	15e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	36.6%	2017	22e
Visites médicales pour les femmes enceintes	79.1%	2014	41er
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2007-2011	40e ex aequo
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Non	2019	33e ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Faiblement consacre dans le droit	2019	27e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel